

Kinshasa perd un bras de fer contre l'Onu

Congo-Kinshasa La mission de la Monusco est prolongée, ses effectifs ne seront pas réduits.

Le Conseil de sécurité de l'Onu a adopté mercredi à l'unanimité une résolution renouvelant le mandat de la Mission de l'Onu pour la stabilisation du Congo (Monusco), qui vient à échéance ce 31 mars.

Kinshasa veut le départ de cette force et avait obtenu, il y a un an, celui de 2000 de ses hommes. Le 23 mars, le ministre congolais des Affaires étrangères, Raymond Tshibanda, avait plaidé pour la diminution de moitié de ses effectifs (23 400 personnes, dont 18 000 soldats) cette année. Il assurait que la situation sécuritaire s'est *"nettement améliorée"* au Congo et faisait valoir que Kinshasa allait renforcer dans les prochains mois sa Force de réaction rapide par *"d'autres unités"*. Le Conseil de sécurité ne l'a pas entendu ainsi et ne modifie pas les effectifs tant que *"des progrès importants"* n'auront pas été réalisés. Et de recentrer la Monusco sur la protection des civils et le soutien à des élections crédibles.

Violences si pas d'élections crédibles

Car la résolution *"exhorte le gouvernement et toutes les parties prenantes à*

garantir un processus électoral libre, équitable, crédible" et la tenue d'élections *"en temps voulu, en accord avec la Constitution"*. La semaine dernière, M. Tshibanda avait *"affirmé qu'il n'y a pas, dans le contexte spécifique de la RDCongo, d'évidence empirique que la non tenue des élections [...] à une date donnée ait été en soi la cause de violences à grande échelle"*. Et d'ajouter que son *"gouvernement ne se laisserait pas dicter [...] des échéances"* électorales.

La résolution adoptée par le Conseil de sécurité mercredi exhorte en outre Kinshasa à *"reprendre immédiatement les opérations militaires conjointes"* de son armée avec la Monusco à l'est, suspendues depuis un an parce que Kinshasa refusait d'écarter de la direction des opérations deux officiers congolais impliqués dans *"des violations massives des droits de l'homme"*.

Si Kinshasa affirme, selon Jeune Afrique, que son armée est parvenue à une *"neutralisation considérable"* des rebelles FDLR (Hutus rwandais issus du génocide), les informations recueillies par *"La Libre Belgique"* indiquent que les FDLR ont étendu leur territoire au Sud-Kivu et, s'ils en ont perdu au Nord-Kivu, c'est face à d'autres milices ethniques, créant une hausse des troubles. Et il reste 70 groupes armés à l'est du pays.

Marie-France Cros